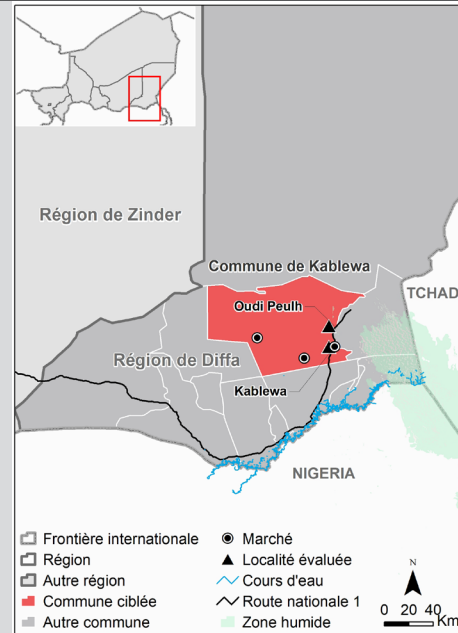


Dans le contexte de la crise de déplacement dans la région de Diffa, le Cash Working Group (CWG) a souhaité réaliser une évaluation de la faisabilité du transfert monétaire multisectoriel afin d'informer la stratégie de la communauté humanitaire et du CWG en particulier. Cette évaluation a couvert quatre aspects : la capacité des marchés ; la protection des bénéficiaires et l'acceptation du transfert monétaire ; les capacités et limites des prestataires de services financiers et les capacités et défis des organismes de mise en œuvre¹. L'analyse de ces aspects a permis d'identifier les risques et opportunités du transfert monétaire dans la région de Diffa et de formuler des recommandations à l'échelle de la région et de chaque commune. La collecte de données a été réalisée entre le 08 avril et le 08 mai 2019 et a couvert 45 marchés répartis dans toutes les communes hormis Bosso pour des raisons sécuritaires et 21 localités dans lesquelles des groupes de discussions et des entretiens avec des informateurs clés (IC) ont été réalisés avec les populations déplacées et non déplacées.

Cette fiche d'information concerne les résultats de la commune de Kablewa² où l'évaluation a couvert 3 marchés et 2 localités (Kablewa et Oudi Peulh).

Pour évaluer la capacité des marchés, des entretiens avec des informateurs clés (IC) ont été réalisés avec un gestionnaire de marchés³ dans chacun des 3 marchés et des entretiens individuels avec 15 commerçants et 6 transporteurs. Pour évaluer l'acceptation du transfert monétaire et la protection des bénéficiaires, dans chacune des deux localités évaluées, des entretiens ont été réalisés avec 2 informateurs clés dont un parmi la population non déplacée (chef de village/quartier) et un parmi la population déplacée (chef de communauté des déplacés). En plus, 8 groupes de discussions ont été réalisés dans cette commune dont 4 groupes dans chaque localité, répartis comme suit : un groupe de discussion avec les hommes déplacés ; un groupe de discussion avec les femmes déplacées ; un groupe de discussion avec les hommes non déplacés et un groupe de discussion avec les femmes non déplacées⁴.



Capacité des marchés

Accessibilité des marchés

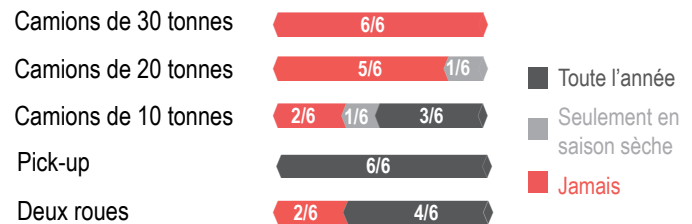
Types d'infrastructures disponibles pour l'accès aux marchés selon les IC gestionnaires de marchés - par nombre de marchés⁵ :

Une piste non aménagée	██████████	(3/3)
Une piste	██████	(2/3)
Une route bitumée		(0/3)
Une voie fluviale		(0/3)

Principales entraves pour l'accès aux marchés pour les populations et les commerçants selon les IC gestionnaires de marché - par nombre de marchés⁵ :

1. Moyens de transport limités (3/3)
1. Mauvais état des infrastructures de transport (3/3)
2. Conditions météorologiques (crues etc.) (2/3)

Périodes de l'année pendant lesquelles les véhicules de transport de marchandises accèdent aux marchés selon les transporteurs - par nombre de transporteurs :



Selon les groupes de discussion, les marchés sont physiquement accessibles à la majorité de la population malgré le mauvais état des infrastructures et les moyens de transport limités. Cependant, certaines catégories à besoins spécifiques comme les personnes en situation de handicap et les personnes âgées ont plus de difficultés d'accès aux marchés. De plus, les femmes déplacées ont signalé que la crainte liée à la présence des groupes armés peut dissuader le déplacement aux marchés surtout en cas d'incidents sécuritaires dans la zone.

Régularité / animation des marchés

Evolution du nombre de commerçants dans les marchés pendant les 6 mois précédant l'évaluation selon les IC gestionnaires de marchés - par nombre de marchés :



Principales raisons de la diminution du nombre de commerçants selon les IC gestionnaires de marchés⁵ :

- Problème d'approvisionnement des produits
- Transhumance

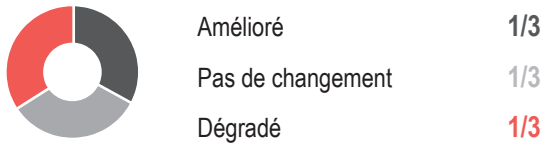
Selon la quasi-totalité des IC gestionnaires de marchés, les marchés fonctionnent de manière régulière toute l'année malgré les périodes de hausse/baisse des prix et la disponibilité des produits céréaliers en fonction de la saisonnalité.

Selon les participants aux groupes de discussion, les marchés fonctionnent de manière régulière en termes d'ouverture avec un respect des jours d'ouverture hebdomadaire. Cependant, il existe des périodes pendant lesquelles les marchés sont moins fonctionnels selon la perception des populations :

- La saison sèche caractérisée par la transhumance, l'indisponibilité de certains produits saisonniers et la hausse des prix.
- La saison pluvieuse pendant laquelle le marché peut être difficilement accessible aux populations et à certains véhicules de transport.

Stockage des produits

Evolution de l'état des infrastructures de stockage cette année par rapport à l'année passée selon les IC gestionnaires de marchés, par nombre de marchés :



Principaux lieux de stockage habituels des produits chez les commerçants qui ont recours au stockage de produits⁵ :

1. Dans mon magasin au marché
2. A mon domicile

\$ La monnaie et le taux de change

Principales monnaies utilisées par les commerçants interrogés, par nombre de commerçants⁵ :

Naira	(15/15)
FCFA Ouest	(14/15)

Existence de difficultés liées au taux de change selon les IC gestionnaires de marchés par nombre de marchés :

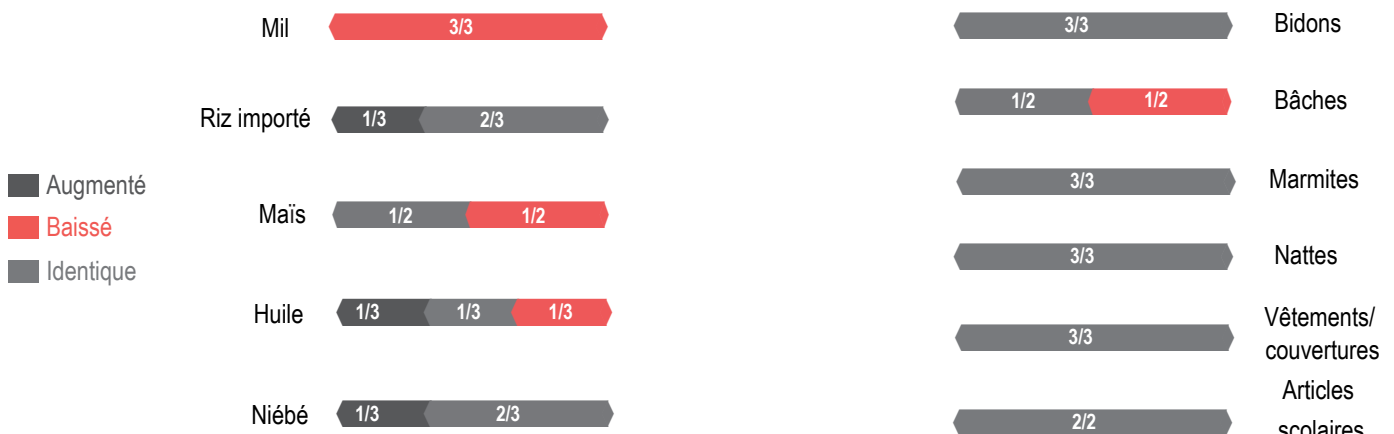
Oui	Non
(1/3)	(2/3)

Offre de produits alimentaires et non alimentaires

	Mil	Maïs	Huile	Riz importé	Niébé	Bidons	Bâches	Marmites	Nattes	Couverture habits	Articles scolaires
Vente de ces produits dans les marchés par nombre de marchés dans les 6 mois avant l'évaluation ⁶ :	3/3	2/3	3/3	3/3	3/3	3/3	2/3	3/3	3/3	3/3	2/3
Provenance des produits ⁶ :	Nigeria	Nigeria	Région de Zinder	Région de Diffa	Région de Zinder	Région de Diffa	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria	Nigeria
	Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Diffa	Nigeria	Région de Diffa		Région de Diffa	Région de Zinder	Région de Diffa	Région de Diffa	Région de Diffa
		Tchad	Nigeria	Région de Zinder					Région de Zinder	Région de Zinder	Région de Zinder

Evolution du niveau de l'offre de produits alimentaires cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marchés, par nombre de marchés :

Evolution du niveau de l'offre de produits non alimentaires cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marchés, par nombre de marchés :



Commercialisation de produits alimentaires et non alimentaires

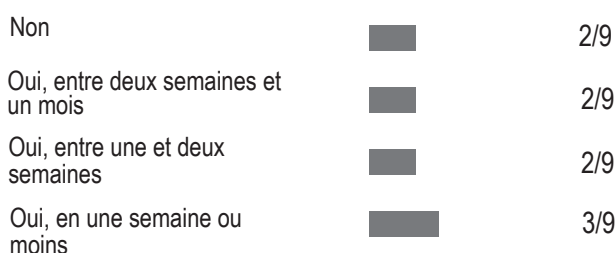
Evolution des ventes de produits alimentaires la semaine précédant l'enquête comparée à la même période l'année dernière selon 9 commerçants qui vendent des produits alimentaires - par nombre de commerçants :



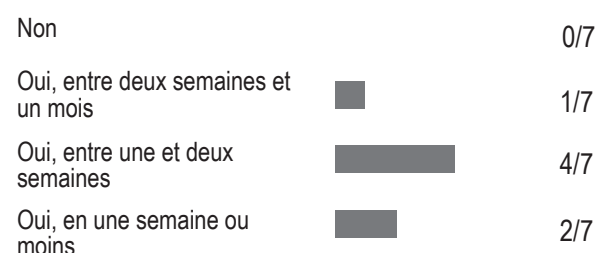
Evolution des ventes de produits non alimentaires la semaine précédant l'enquête comparée à la même période l'année dernière selon 7 commerçants qui vendent des produits non alimentaires - par nombre de commerçants :



Capacité des commerçants à répondre au cas où la demande de produits alimentaires double et en combien de temps :

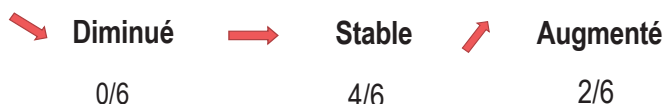


Capacité des commerçants à répondre au cas où la demande de produits non alimentaires double et en combien de temps :



Evolution des coûts liés à la vente des produits

Evolution du coût du transport au cours de l'année précédant l'évaluation selon les transporteurs interrogés, par nombre de transporteurs :



Evolution du montant des taxes impôts et prélèvements cette année par rapport à l'année dernière selon les IC gestionnaires de marché :

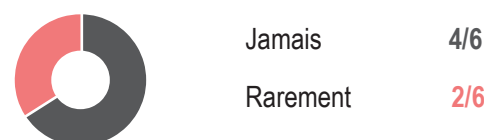


Principales difficultés auxquelles les commerçants et transporteurs sont confrontés

Principales difficultés auxquelles les commerçants sont confrontés pour l'exercice de leur activité, par nombre de commerçants⁵ :

1. Manque de capital propre (9/15)
2. Faible pouvoir d'achat des clients (7/15)
3. Marges trop faibles (6/15)

Fréquence à laquelle les transporteurs interrogés sont confrontés à des incidents de sécurité, par nombre de transporteurs :



Principales difficultés auxquels les transporteurs sont confrontés pour l'exercice de leur activité, par nombre de transporteurs⁵ :

1. Mauvais état des routes (8/8)
2. Disponibilité ou prix du carburant (7/8)

Principales stratégies mises en place par les transporteurs en cas d'insécurité⁵ :

Changement des horaires de transport

Acceptation du transfert monétaire et protection des bénéficiaires

Acceptation du transfert monétaire




Préférence entre aide en nature et transfert monétaire selon les IC déplacés et non déplacés :

Les deux IC de la population non déplacée ont déclaré que la population préfère recevoir de l'aide en nature. Chez la population déplacée, l'IC de Kablewa a rapporté que la population préfère recevoir de l'aide monétaire et l'IC de Oudi Peulh a rapporté que la population souhaite recevoir de l'aide en nature.

Principales raisons pour lesquelles la population préfère recevoir une assistance en nature selon les IC⁵ :

1. Parce que les populations n'ont pas besoin d'aller au marché pour acheter des articles (charge de travail et coût pour aller au marché)
2. Parce que les populations s'exposent à des risques de sécurité en cas d'assistance monétaire

Principales dépenses prioritaires effectuées avec l'argent reçu selon les IC et les participants aux groupes de discussion :

1.  Nourriture
2.  Moyens de subsistance (avoirs productifs, activités génératrices de revenus etc.)
3.  Santé

En cas d'aide monétaire, personne décisionnaire sur l'utilisation de l'argent reçu au sein du ménage selon les IC :

Un IC sur deux a rapporté que les conjoints décident ensemble de l'utilisation de l'argent en cas d'assistance monétaire et la même proportion a également rapporté que le mari est décisionnaire sur l'utilisation de l'argent.

Préférence entre aide en nature et transfert monétaire selon les groupes de discussion :

Dans la majorité des groupes de discussion, l'aide en nature a été préférée par les participants pour les raisons suivantes :

- Selon la perception des participants, l'aide en nature est plus efficace pour satisfaire le besoin prioritaire de nourriture en situation d'urgence
- L'aide en nature est plus sécurisée car les populations peuvent s'exposer à des risques de sécurité tels que les agressions, vols en cas d'assistance monétaire

Lors du groupe de discussion mené dans la localité de Kablewa avec les femmes non déplacées, le transfert monétaire a été préféré par les participantes pour les raisons suivantes :

- Le transfert monétaire permet de faire des activités génératrices de revenus (AGR)
- Le transfert monétaire permet de réhausser les revenus du ménage

En plus du type d'assistance préférée, il a été également demandé aux participants de citer la modalité de distribution préférée (entre espèces/coupons) en cas d'assistance monétaire.

Dans la totalité des groupes de discussion, les participants ont déclaré la préférence pour la distribution en espèces pour ces deux raisons :

- La distribution en espèces permet de dépenser l'argent selon les priorités et en temps voulu
- La distribution en espèces permet de réaliser des AGR

En cas d'aide monétaire, personne décisionnaire sur l'utilisation de l'argent reçu au sein du ménage selon les groupes de discussion :

- Selon les discussions réalisées avec les populations déplacées, les conjoints décident ensemble de l'utilisation de l'argent.
- Selon les discussions avec les populations non déplacées (hommes/femmes), le mari a le dernier mot sur l'utilisation de l'argent bien qu'il tienne compte des besoins de l'épouse.

Protection des bénéficiaires

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein de la communauté selon les IC⁵ :

- Soupçons de fraude
- Disputes intercommunautaires
- Discrimination envers certaines catégories de la population

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein des familles selon les IC⁵ :

- Tensions entre coépouses dans les ménages polygames
- Remise de l'argent au mari par l'épouse (tensions si la remise est contre la volonté de l'épouse)

Principaux problèmes pouvant être générés par le transfert monétaire au sein de la communauté et des familles selon les groupes de discussion :

Selon les groupes de discussion, le problème le plus important que le transfert monétaire pourrait créer au sein de la communauté est le ciblage qui peut générer des frustrations, des tensions et des disputes intercommunautaires.

Les comités de sages/de plaintes et les autorités locales jouent un rôle important pour la gestion des plaintes et l'apaisement des tensions en cas de problèmes intercommunautaires liés au transfert monétaire.

Toujours selon les discussions, le transfert monétaire ne crée aucun problème au sein des familles monogames. En revanche, il pourrait créer des tensions dans les foyers polygames si l'une des épouses est récipiendaire ou s'il n'y a pas une concertation de tous les conjoints (le mari et les épouses) sur l'utilisation de l'argent.

☀ Risques sécuritaires pouvant être créés par le transfert monétaire selon les groupes de discussion :

Au cours des discussions, les participants ont identifié ces types de risques sécuritaires liés au transfert monétaire à Kablewa :

- Risque de vol sur le trajet aller/retour pour récupérer l'aide ou les vols au niveau des marchés
- Risques d'attaques, d'agressions, d'enlèvements ou de menaces sur le trajet aller/retour pour récupérer l'aide ou sur les chemins d'accès aux marchés

Risques/opportunités du transfert monétaire à Kablewa et recommandations

Opportunités	Contraintes	Risques	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> • Majorité des marchés physiquement accessibles aux populations • Ouverture régulière des marchés • Disponibilité des produits alimentaires de base et de produits non alimentaires dans la majorité des marchés • Niveau de l'offre de produits alimentaires et non alimentaires stable ou en augmentation dans la majorité des marchés cette année par rapport à l'année dernière hormis le mil et le maïs • Majorité des commerçants en capacité de répondre en deux semaines maximum au cas où la demande double • Stabilité du coût du transport sur l'axe entre Kablewa et les marchés d'approvisionnement • Diversité des dépenses effectuées avec l'aide monétaire par les populations dont les AGR en particulier qui sont en phase avec l'objectif d'autonomisation des populations • Couverture réseau des localités de Kablewa situées tout au long de la route nationale 1 • Les IMF présentes dans la commune de Diffa peuvent mobiliser des équipes mobiles pour faire des distributions dans des localités de Kablewa • Distributions monétaires déjà effectuées à Kablewa par des organisations de mise en oeuvre (opportunité de partage d'expériences) 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès restreint des gros véhicules de transport de marchandises aux marchés (camions de 30 tonnes et de 20 tonnes) • Mauvais état des infrastructures de transport pour l'accès aux marchés • Les contraintes de sécurité et le couvre-feu impactent les activités des commerçants et des transporteurs : l'approvisionnement des produits, le transport de marchandises, la fréquentation des marchés etc. • Populations interrogées plus favorables à l'aide en nature qu'au transfert monétaire • Perturbation des réseaux de communication qui ralentit les activités de transfert d'argent • Pas de bureaux d'IMF et agences de transfert d'argent répertoriés à Kablewa • Les personnes qui détiennent un téléphone portable font face à des difficultés telles que la recharge en raison des coupures d'électricité ou la non électrification de certaines localités • Certaines localités de Kablewa ayant connu des incidents sécuritaires pourraient être inaccessibles aux organisations de mise en oeuvre et aux équipes mobiles des prestataires financiers • Problème de disponibilité des espèces au niveau des banques commerciales qui gèrent les fonds des IMF et des opérateurs téléphoniques 	<ul style="list-style-type: none"> • Vols, attaques et enlèvements sur les chemins d'accès aux marchés • Vol de l'argent au niveau des marchés • Menaces /agressions des bénéficiaires sur les chemins d'accès aux marchés • Perte et/ou arnaque sur les frais de commissions et/ou sur le taux de change • Tensions au sein des familles : tensions entre coépouses dans les familles polygames, détournement de l'argent reçu par le mari • Tensions au sein de la communauté : disputes intercommunautaires, contestation du ciblage et soupçons de fraude • Extorsion de fonds par les groupes armés non étatiques après la récupération de l'aide par les bénéficiaires • Menaces sur les organismes de mise en oeuvre, les prestataires financiers et les bénéficiaires par les groupes armés • Déplacement fréquent des populations : risque de recensement secondaire qui permet à certains déplacés de bénéficier de plusieurs aides en même temps au détriment d'autres personnes • Risque que les prestataires financiers ne disposent pas des ressources humaines, logistiques et financières pour répondre à une très forte demande de transfert monétaire • Risque que des villages soient menacés/ciblés par les groupes armés si plusieurs programmes de transfert monétaire s'y déroulent 	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi régulier de l'évolution du taux de change CFA/Naira et sensibilisation des bénéficiaires pour éviter le risque d'arnaque sur le taux de change • Plus de sensibilisation auprès des leaders communautaires et des populations sur les bénéfices du transfert monétaires, le ciblage, et les moyens d'éviter les risques de tensions familiales et intercommunautaires • Plus de sensibilisation des bénéficiaires sur les mesures de sécurité individuelles après la réception des espèces • Implication des commerçants dans les activités de sensibilisation • Ciblage rigoureux (allonger la durée du ciblage) afin que l'aide profite aux plus vulnérables • Meilleure coordination entre les acteurs qui mettent en oeuvre le transfert monétaire : partage des planning de distribution pour une meilleure coordination des activités/ partage d'expériences et de bonnes pratiques via le CWG multisectoriel • Association du cluster protection via le CWG pour une meilleure implication des acteurs de protection dans la sensibilisation communautaire avant l'assistance monétaire • Elaborer un panier de dépenses minimum pour le transfert monétaire multisectoriel et définir des critères d'ajustement du montant en vigueur pour les activités de sécurité alimentaire (32 500 F CFA) • Etude plus approfondie sur les localités ciblées à Kablewa avant chaque programme de transfert monétaire pour déterminer la modalité de distribution la plus appropriée (espèces/coupons) et le type de prestataire financier à solliciter

1 Les organismes de mise en oeuvre sont les agences de l'Etat (Filets sociaux et Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises), les Agences des Nations Unies et les Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui mettent en oeuvre des programmes de transfert monétaire dans la région de Diffa

2 Cette fiche d'information présente les résultats de la commune de Kablewa relatifs à la capacité des marchés et à l'acceptation du transfert monétaire et la protection des bénéficiaires. Les résultats sur les capacités et défis des prestataires financiers et des organisations de mise en oeuvre sont disponibles dans la fiche d'information des résultats de l'évaluation pour la région de Diffa

3 Points focaux de divers profils bien renseignés sur le fonctionnement des marchés (personnel de la mairie, responsable d'association de commerçants etc.)

4 Comme les informations sont fournies par IC et des groupes de discussion, les résultats sont indicatifs de la situation des marchés et des villages évalués et non représentatifs.

5 Question à choix multiple

6 Selon les IC gestionnaires de marchés